

YVES MÉNY

L'argent et la politique

Le monde de l'argent et celui de la politique, dans les pays développés, présentent beaucoup de points communs. L'un et l'autre tendent d'une certaine façon et chacun à sa manière à distendre le lien social : l'Etat en assumant de plus en plus les tâches et les services offerts à l'individu au détriment des structures familiales, communautaires, sociales (éducation, santé, loisirs, etc.) ; le marché en « monétarisant » l'échange¹, de telle sorte que, comme le souligne Max Weber : « La communauté de marché, en tant que telle, est le plus impersonnel des rapports de la vie pratique dans laquelle les hommes peuvent se trouver ; [...] Le marché est en opposition complète avec toutes les autres communalisations, qui présupposent toujours une fraternisation personnelle. »² Mais Etat et marché, argent et politique ne mènent pas des existences parallèles. Les valeurs de contrainte et de redistribution qu'incarne l'Etat entrent souvent en conflit avec celles de l'échange³ qui caractérisent le marché et dont l'argent est le véhicule par excellence.

Dans la cité athénienne, argent et politique ne font pas bon ménage : la politique est l'affaire des citoyens, les affaires sont plutôt du domaine des métèques, des étrangers. En revanche, dans les formes prémodernes d'Etat, argent et pouvoir sont intimement liés. L'autorité s'arroge le droit de prélever sa « dîme » sans autre limite que ses besoins et sans autre justification que le droit du plus fort. Elle se réserve le droit de distribuer (fiefs, cadeaux régaliens, béné-

1. L'argent, *Krisis*, n° 12, Paris, 1992.

2. Max Weber, *Economie et société*, Paris, Plon, 1971, p. 634.

3. G. Simmel, *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF, 1986, p. 419-420.

fices), de vendre charges et privilèges, d'exproprier ou de restituer « selon son bon plaisir ». Les rudiments du système démocratique commenceront avec le droit, accordé au Prince par les « représentants », de lever des taxes. Le consentement à l'impôt, en particulier en Grande-Bretagne, puis aux Etats-Unis et en France deviendra synonyme de limitation du pouvoir et de ses excès. Parallèlement, la construction progressive du système démocratique éliminera — en principe du moins — l'argent comme clef d'accès au système politique. L'affirmation de l'Etat comme universalité des citoyens a pour conséquence de faire de la citoyenneté et du vote qui lui est lié le fondement unique d'accès à l'Etat. Ni la naissance, ni la race, ni la religion, ni la fortune ne peuvent justifier de discriminations entre membres de la communauté politique. Principes que Michaël Walzer reprend sous la forme suivante : « Les citoyens, écrit-il, entrent dans le forum politique exclusivement avec leurs arguments : tous les biens non politiques — armes et portefeuilles, titres et grades — doivent être laissés au vestiaire. »¹

Certes, ces proclamations sont plutôt des programmes que des constats, des idéaux plutôt que l'expression du réel. Mais elles ont l'avantage d'afficher les *valeurs* du système politique. Le système démocratique lorsqu'il récuse notamment l'argent comme mode de régulation, d'accès ou de distribution des prestations affiche un idéal et fixe des objectifs qui peuvent servir de normes de référence et permettre de mesurer les écarts, les décalages entre les aspirations et leur traduction concrète. La démocratie, par principe, se règle sur le principe « un homme, une voix », affirme le traitement égal de tous les citoyens, récuse l'argent en tant qu'élément discriminant.

Les relations conflictuelles entre l'argent et la politique ne sont pas univoques ni dans le temps ni dans l'espace. Dans le temps d'abord, puisque depuis les révolutions américaine et française, le processus démocratique se confond pour partie avec la tentative d'élimination ou de limitation du facteur « *argent* » en politique : suppression du vote censitaire fondé sur la fortune, des *poll taxes* visant à éliminer les Noirs aux Etats-Unis ; instauration de mécanismes de remboursement des dépenses électorales ou plafonnement des dépenses ; plus récemment, instauration de modes de financement des partis et des campagnes électorales par les pouvoirs publics ; suppression des offices et autres charges vendus par l'Etat ; création de mécanismes méritocratiques de recrutement, etc. Toutefois la place

1. Cité par Yves Mény, *La corruption de la République*, Paris, Fayard, 1992.

et le rôle de l'argent en politique se modifient : s'il joue un moindre rôle dans la sélection des dirigeants ou l'expression des citoyens, il est devenu un ingrédient indispensable du fonctionnement des organisations partisans et des groupes de pression et de la communication politique. Et surtout l'ampleur des interventions de l'Etat comme entrepreneur, pourvoyeur de services, distributeur, régulateur le met au cœur du marché et du système d'échanges. Par ses décisions, l'Etat crée les plus-values et les rentes, fait et défait la richesse collective et individuelle. L'argent est au cœur du système. Mais la perception qu'en a l'opinion est elle-même changeante. Depuis les socialistes et Marx, le pouvoir a été souvent identifié aux possédants, à la bourgeoisie et le socialisme a été perçu comme la construction d'un système où chacun obtiendrait le nécessaire en fonction de ses besoins et non plus de ses revenus. L'extrême droite de son côté a souvent mêlé dans un même mouvement de haine la dénonciation de la ploutocratie et l'antisémitisme le plus primaire et le plus virulent. La « république juive » aux mains des possédants et des parasites ne pouvait être que pourrie. Le mythe des « deux cents familles », celui de la lutte « du peuple contre les gros »¹, structure le débat politique durant la III^e République et dénonce l'emprise d'une oligarchie financière sur les institutions du pays.

Après la guerre, le mythe de l'intérêt général, du service public incarné par la technocratie d'Etat accentuera au contraire la distance idéologique entre la politique et l'argent. De Gaulle qui proclame que « la politique de la France ne se fait pas à la corbeille de la Bourse » contribue à renforcer l'autonomie de l'Etat par rapport aux intérêts financiers, ce qui permettra notamment au gaullisme de séduire une partie de l'électorat populaire. Toutefois, à compter de la fin des années 60, cette embellie s'achève. Avec Pompidou, se diffuse à nouveau la conviction d'une collusion entre l'argent et la politique. L'arrivée des socialistes au pouvoir n'éclipsa que pour un bref moment l'idée d'un asservissement de la classe politique au capital. Pire, la corruption au profit des partis politiques aidant, le sentiment que la classe politique est pourrie, que l'argent détermine les choix politiques se diffuse à nouveau.

Les mêmes variations sont observables dans l'espace : ici — les Etats-Unis par exemple —, l'argent est à la fois essentiel en politique (cf. le coût des campagnes électorales), suspect en tant que mécanisme d'influence (cf. la stricte réglementation des cadeaux et autres

1. Pierre Birnbaum, *Le peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1979.

« dons ») mais de toute façon demeure, comme le soulignait déjà Ostrogorski au début du siècle, l'étalon de mesure primordial : « Faire de l'argent apparut à l'Américain comme la destinée de l'homme sur la terre ; et la raison d'être d'une cité ordonnée fut alors, à ses yeux, de favoriser l'accomplissement de cette destinée. La notion des fins morales de l'Etat s'obscurcit dans les esprits, on ne demanda plus à l'Etat que d'assurer ou de seconder la production des richesses. La prospérité matérielle étant la fin unique de la cité, exactement comme sous le "bon tyran", il n'y avait, dans la vie de tous les jours, qu'une mesure de la valeur du Gouvernement : son coût. »¹ Là au contraire, politique et argent sont étroitement mêlés pour donner jour à des systèmes néo-patrimoniaux (Tiers Monde) dans lesquels l'homme politique a le *devoir* d'aider sa famille élargie, sa communauté d'origine, sa clientèle politique. Telle société est régie par le principe de solidarité à la fois politique et financière, telle autre régleme-
mentement avec vigilance les conflits d'intérêt potentiels.

La France est à cet égard dans une situation ambiguë. D'une part, elle cultive à l'égard de l'argent une méfiance ancestrale sans doute liée à l'héritage catholique, méfiance qui se manifeste par le silence, le secret, l'opacité pour tout ce qui touche à l'argent. D'autre part, à cause ou en dépit de cette méfiance, persiste ce que Jean-Noël Jeanneney qualifie de « mythologie politique de l'argent-roi »². Les hommes politiques n'ont pas voulu affronter ce dilemme et sont demeurés dans le flou, en « ignorant » les rapports *concrets* de l'argent et de la politique, en faisant *comme si* ces deux sphères étaient et devaient être séparées : la politique était le monde de l'idéal, l'argent, comme le proclamait Shakespeare, « la putain commune à toute l'humanité ». Cette volonté de se contenter d'affronter le problème en le dissimulant d'une part, en lançant l'anathème d'autre part a trouvé son apogée dans la décennie de l'argent-roi, de l'argent fou³. C'est François Mitterrand qui dénonce le pouvoir et la mainmise de l'argent, « l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrait jusqu'à la conscience des hommes ». Mais la main droite ignorant ce que fait la main gauche, le candidat Mitterrand⁴ « ignore » les voies et moyens du financement de sa campagne électorale. Jusqu'en 1988, les res-

1. M. Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Ed. du Seuil, coll. « Points », 1979, p. 137.

2. Jean-Noël Jeanneney, *L'argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1981, p. 19.

3. Alain Minc, *L'argent fou*, Paris, Grasset, 1990.

4. François Mitterrand, *Politique*, Paris, Fayard, 1977, p. 536.

sources des partis sont officiellement des ressources « militantes » et, en 1992 encore, les hommes politiques ressentent comme un viol de leur vie privée l'éventuelle publication de leur fortune ou de leurs revenus. La classe politique contemporaine persiste ce faisant dans les travers déjà analysés par Wilfredo Pareto au début du siècle comme moyens de se maintenir au pouvoir. « Ce sont entre autres, aujourd'hui, les corruptions politiques d'électeurs, de candidats élus, de gouvernants, de journalistes et autres semblables auxquelles font pendant, sous les gouvernements absolus, les corruptions de courtisans, de favoris, de favorites, de gouvernants, de généraux, etc., lesquelles n'ont d'ailleurs pas entièrement disparu. » Cette attitude schizophrénique ne trouve une (maigre) justification qu'en établissant une distinction machiavélienne entre les fins (la politique est honorable) et les moyens (nécessaires à l'obtention de ces fins en dépit de leur caractère condamnable, répréhensible). Ce *distinguo* permet ainsi de justifier les pratiques malhonnêtes ou délictueuses au nom des intérêts du parti, de la démocratie, de la raison d'Etat, etc. C'est cette même attitude qui, aujourd'hui, permet de faire le tri subtil, dans les inculpations d'hommes politiques entre les cas d'enrichissement personnel et ceux de financements occultes pour le bien du parti. Mais cette attitude, comme l'a souligné G. Sartori², conduit à une impasse. « Politique et éthique ne sont ni identiques ni isolées l'une de l'autre dans des compartiments étanches. Et le difficile problème de leurs relations devient insoluble si nous l'abordons de trop loin comme nous le faisons lorsque nous réduisons la politique aux seuls faits et besoins bruts et situons *toutes les valeurs* par définition dans le champ de la morale. Je crois que, pour comprendre les liens entre la politique et la morale, il faut comparer des éléments comparables, c'est-à-dire les valeurs politiques et les valeurs éthiques. »

La classe politique française ne résoudra le problème des relations entre la politique et l'argent que si elle se décide à affronter le problème dans toutes ses dimensions et ses implications. L'oscillation entre discours vertueux et pratiques amORALES peut constituer une tactique pour se sortir des guêpiers de la conjoncture. Mais cet artifice, loin de résoudre les difficultés, ne fait que les aggraver en donnant à penser que la politique et l'argent ne font qu'un, que la politique est pourrie et que la solution se trouve dans un nettoyage radical et populiste des écuries d'Augias.

1. Wilfredo Pareto, *Traité de sociologie générale*, Préface de Raymond Aron, Genève-Paris, Librairie Droz, 1968, p. 1454-1455.

2. G. Sartori, *Théorie de la démocratie*, Paris, A. Colin, 1973, p. 145.

RÉSUMÉ. — *Argent et politique font rarement bon ménage mais ne peuvent pourtant s'ignorer l'un l'autre. La définition de leurs rapports réciproques est toujours restée marquée du sceau de l'ambiguïté en France, ce qui explique pour partie la crise qui a affecté le monde politique au cours de la dernière décennie.*